

CGV – Randonneurs – Version complète

Identification de l'établissement

Madame Philippe Aurore, gérante du Domaine de l'Entre-Deux.

1 rue de la Ville Saint-Ber, 22240 Plévenon.

Téléphone : 06 07 78 77 62 – Email : Domainedelentre2@gmail.com.

Auto-entrepreneuse immatriculée au RCS de Saint-Malo n° 877 919 910.

Le propriétaire des lieux est Monsieur Ruellan Damien, domicilié à la même adresse.

Classement – ERP – Capacité

L'établissement est classé ERP catégorie V.

La capacité maximale autorisée est strictement limitée à 40 personnes en hébergement et 40 personnes dans la salle collective.

Toute surcharge est interdite et engage la responsabilité du client.

Objet et règlement intérieur

Les présentes CGV s'appliquent aux séjours randonneurs.

Elles valent règlement intérieur et sont opposables à tout client dès la réservation.

Horaires

Arrivées entre 16h et 19h.

Départs avant 10h.

En dehors de ces horaires, la réservation n'est pas considérée comme commencée.

Sécurité – Incendie – ERP

Les consignes de sécurité et d'évacuation sont affichées dans l'établissement.

Les extincteurs, éclairages de secours et issues de secours doivent rester dégagés.

Il est interdit d'utiliser bougies, fumigènes, machines à fumée, chauffages d'appoint et rallonges personnelles.

Le poêle à bois est exclusivement manipulé par l'exploitante.

Animaux

Animaux autorisés uniquement pour les randonneurs, avec supplément.

Chiens tenus en laisse, interdits sur les lits.

Équidés sous la responsabilité exclusive de leur propriétaire.

Tout dommage est à la charge du propriétaire de l'animal.

Bruit et voisinage

Conformément à l'article R1336-5 du Code de la santé publique,

le tapage nocturne est interdit entre 22h et 7h.

Toute amende ou intervention est à la charge du client.

Responsabilités

Les mineurs restent sous la surveillance constante de leurs parents ou accompagnateurs.

L'établissement décline toute responsabilité en cas de vol ou de perte d'effets personnels.

Force majeure

En cas de force majeure (tempête, sinistre, décision administrative),

un remboursement ou un report sera proposé sans indemnité complémentaire.